

17 mars 2017 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'Accord pour le développement de la la Polynésie française, à Paris le 17 mars 2017.

Messieurs et Mesdames les ministres,
Monsieur le Président de la Polynésie française, cher Edouard FRITCH,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Mesdames, Messieurs les élus,
Mesdames, Messieurs,

J'avais deux grands événements sur mon agenda aujourd'hui : le lancement de la Cité des Outre-mer et la signature de l'Accord pour le développement de la Polynésie française. Ces deux grands événements ont été accompagnés par d'autres -vous les connaissez- qui ont attiré une poignée de journalistes. Quand je dis une poignée, c'est une multitude. J'ai cru un moment que c'était pour la Polynésie française car là est notre intérêt aujourd'hui, mais c'était notre sens de l'hospitalité. C'était un grand bonheur et un grand honneur que d'accueillir que la Princesse Kate MIDDLETON et le Prince William. Mais je voulais aussi vous dire tout le plaisir qui est le mien pour vous souhaiter la bienvenue, « ia orana » ici à notre tour puisque vous m'aviez accueilli si chaleureusement il y a un an, je veux vous rendre la pareille aujourd'hui.

C'est vrai que nous avons bien travaillé ensemble et les ministres ici présents, Victorin LUREL, George PAU-LANGEVIN, Ericka BAREIGTS en ont été les chevilles ouvrières. Le gouvernement dans son ensemble, vous avez bien voulu rappeler le rôle des ministres, a été également tout à fait précieux et le travail qui a été mené avec votre propre gouvernement y a contribué.

Alors aujourd'hui je vous accueille pour cette signature parce que je souhaitais que la Polynésie française puisse sortir de la crise qui la frappait. C'était une crise à la fois politique - nous en connaissons les causes - c'était aussi une crise économique très grave qui l'avait accablée et c'était une crise de confiance qui s'était peu à peu installée, entre la métropole et la Polynésie française. Nous avons fait en sorte que nos relations puissent de nouveau être emplies de confiance, emplies de sérénité et de respect et c'est tous ces fils-là que nous avons rétablis.

Il est vrai qu'en 2012, j'ai décidé d'une dotation exceptionnelle de 50 millions d'euros qui a été attribuée au pays pour qu'il passe le cap difficile. C'était un contexte budgétaire pourtant très tendu que nous connaissions ici en métropole, avec des déficits très importants qu'il nous fallait absolument réduire. Mais j'ai considéré que nous avions pour la Polynésie française un devoir qui était de permettre à votre territoire de franchir cette étape.

En 2013, j'ai également voulu que vous puissiez bénéficier d'une avance remboursable de 42 millions d'euros, qui a été accordée au pays par l'AFD et vous avez parfaitement respecté les engagements qui étaient prévus.

En 2014, il y a eu le rétablissement de la contribution de l'Etat au régime de solidarité de la Polynésie française qui avait été brutalement supprimée en 2008 et ce sont ainsi 12 millions d'euros chaque année 2015, 2016, 2017 - qui sont versés au pays pour venir en aide aux plus démunis. Parallèlement, vous vous êtes engagé dans la réforme des dispositifs de protection sociale afin de les rendre plus transparents et plus efficaces. Depuis votre arrivée à la Présidence de la Polynésie française avec votre équipe, la relation entre l'Etat et le pays est non seulement apaisée mais est pleinement amicale et respectueuse.

Mais il y avait aussi cette relation qui était entravée, en tout cas qui était ballée, par la question

mais il y avait aussi cette relation qui était entravée, en tout cas qui était polluée, par la question du fait nucléaire, vous l'avez rappelé. A Papeete, le 22 février 2016, j'ai reconnu solennellement la contribution de la Polynésie française à la constitution de la force de dissuasion nucléaire de notre pays. J'ai reconnu aussi que les essais avaient eu un impact environnemental, provoqué des conséquences sanitaires et entraîné des bouleversements sociaux et cette reconnaissance emportait des responsabilités. J'ai alors décidé la sanctuarisation de la dotation globale d'autonomie dans le budget de l'Etat, la création d'un institut d'archives, d'information et de documentation dont les modalités vont être précisées dans les prochains jours, l'accompagnement du service d'oncologie à l'hôpital de Papeete et la pérennisation de la surveillance géologique des atolls de Mururoa et de Fangataufa. Nous avons également voulu continuer à dépolluer l'atoll de Hao.

Il restait la question très délicate de la simplification des procédures d'indemnisation des victimes des essais. Je m'étais engagé devant vous, devant l'Assemblée, devant le Conseil économique, social et environnemental aussi, à trouver une solution à ce qu'on appelait le préjudice, mais le Parlement a voulu préciser et aller plus loin encore. Madame Ericka BAREIGTS qui menait les débats au nom du gouvernement, m'a alerté sur cette question et j'ai alors décidé que nous supprimions cette notion qui n'était pas comprise et surtout donnait lieu à des applications qui n'étaient pas conformes à mes décisions. Nous sommes maintenant passés à une autre phase qui est celle de la simplification et de la reconnaissance, à travers des procédures qui devront être claires et qui devront être efficaces pour que les personnes qui relèvent de cette responsabilité, puissent être correctement indemnisées.

La relation donc entre la France et son territoire polynésien ne souffre plus de non-dits ou de ressentiments. Il fallait que ces décisions fussent prises, elles l'ont donc été et je veux remercier non seulement la ministre mais tous les parlementaires puisque ce texte a été voté à l'unanimité. S'il a été voté à l'unanimité, cela veut dire que c'est un texte irréversible. Je n'imagine pas que des parlementaires qui auraient voté ce document et cet engagement puissent le remettre en cause dans l'avenir. Donc c'est une preuve de l'irréversibilité du processus. Mais aujourd'hui, c'est vers l'avenir qu'il faut nous tourner. La Polynésie dispose d'atouts considérables : le dynamisme de sa jeunesse, la qualité de son accueil, les paysages somptueux qui vous valent d'ailleurs la visite bientôt de Barack OBAMA il y est ? (donc il va peut-être demander la nationalité polynésienne, je n'en sais rien mais donc la nationalité française lui serait octroyée automatiquement). Vous savez que cela a fait l'objet d'une polémique tellement grande, puisque dans la campagne présidentielle, il avait été présumé, prétendu, que Barack OBAMA n'était pas américain - on l'a oublié - et il a fallu que celui qui avait lancé la polémique, finisse par en convenir. Donc il était très important que vous puissiez montrer que vous accueillez un grand Président américain et vous l'avez démontré.

Et puis il y a cette zone économique exclusive, ses eaux poissonneuses, son climat et surtout la population, les Polynésiens, c'est cela, la force de la Polynésie. N'allez pas la chercher ailleurs. Même si c'est un territoire qui est aussi grand que l'Europe et quand on superpose la carte de l'Europe avec la carte de la Polynésie ou inversement, c'est la même étendue, ce que beaucoup de nos compatriotes ne savent pas. C'est pour la France, grâce à la Polynésie, un atout considérable, ce qui nous a permis de rappeler que nous étions le deuxième espace maritime au monde, avec tout ce que cela représente d'intérêts stratégiques, au-delà de ce que nous pouvons avoir comme ressources économiques.

Nous sommes donc conscients que vous disposez d'atouts - le tourisme, la pêche, les énergies renouvelables - et tout cela, nous devons le valoriser et c'est le sens aussi de la signature de l'Accord. Reste la question des distances, du désenclavement et nous devons lever progressivement des obstacles, ce qui est vrai pour la Polynésie l'est aussi pour les Antilles, pour La Réunion, ou pour d'autres territoires. Mais nous devons faire en sorte que vous puissiez à la fois être pleinement intégrés à votre région, nous y avons veillé et vous avez rappelé le rôle que la Polynésie joue avec les Etats voisins. Nous devons aussi vous faciliter l'accès à la métropole. Alors nous signons ici un Accord de l'Elysée pour le développement de la Polynésie française. Cet Accord est d'abord politique et sera donc présenté à l'Assemblée, au Conseil économique, social

et culturel ainsi qu'aux maires de Polynésie. Il ne s'agit pas d'un contrat de projet ou d'un contrat de développement, il s'agit d'un cadre politique qui permet d'agir ensemble et de mettre la Polynésie pleinement dans la République. Cette place ne doit jamais être remise en cause et les Polynésiens ne doivent plus avoir à la justifier. Cet Accord fixe des principes pour l'avenir. Il garantit à la Polynésie française un traitement digne, équitable, respectueux par la République. Bien sûr, cette garantie est davantage politique que juridique, mais en la signant aujourd'hui, nous consolidons le lien qui unit la Polynésie française à la République et nous actons un projet de développement.

Maintenant, il faut développer ces investissements publics structurants, il faut accompagner les communes, il faut assurer l'insertion de la Polynésie française dans son environnement régional mais il faut aussi porter les activités et les emplois que la jeunesse polynésienne attend. Il faut aussi et enfin que les conditions de vie puissent être encore améliorées et à ce titre, une des premières concrétisations de cette démarche, c'est la signature dans un instant de la convention culture entre l'Etat et le pays. L'ambition que nous portons, relève bien de la démarche d'égalité réelle qui a été initiée par le gouvernement et Victorin LUREL l'avait puissamment portée et ensuite George PAU-LANGEVIN a préparé le texte et c'est Erika qui l'a fait adopter et nous verrons bien qui l'appliquera mais c'est vous qui en déciderez.

L'Accord que nous avons signé est très important parce qu'il permet aussi pour d'autres territoires d'être une référence et un exemple et je sais que vous avez l'intention de décliner l'Accord dans le plan de convergence que la loi a prévu.

Nous avons aussi voulu que les fondements du développement durable de la Polynésie française puissent trouver là, non seulement leur concrétisation mais leur affirmation car il ne s'agit pas d'un ensemble de mesures, de dispositifs, il s'agit d'une stratégie de développement.

Je vous remercie donc Monsieur le Président, d'avoir travaillé avec votre équipe gouvernementale, avec vos collaborateurs à la conclusion de cet Accord. Je suis sensible à l'hommage que vous avez rendu à toutes celles et à tous ceux qui ont participé également à cette œuvre commune. Alors je ne sais pas comment vous dire merci mais je vais le faire en tahitien : maururu ! (Pardon, je n'ai jamais su rouler les « r »). Merci. Vive la Polynésie française et vive la République ! Merci.